ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE HONDURIEN ABATTU

Le 7 décembre, le journaliste hondurien Juan Carlos Argeñal a été abattu à son domicile par deux inconnus. Au Honduras, les journalistes, les avocats et les défenseurs des droits humains courent de graves dangers dans le cadre de leur profession. Une enquête approfondie et impartiale doit être ouverte de toute urgence.

Le 7 décembre vers 15 heures, deux hommes armés se seraient rendus au domicile de **Juan Carlos Argeñal**, à Danlí (département méridional d'El Paraíso) et ont tiré sur lui à deux reprises. Juan Carlos Argeñal était un correspondant de Radio Globo et Globo TV, ainsi que le propriétaire d'une chaîne de télévision locale et un militant du Parti de la liberté et de la refondation (LIBRE). Dans les mois précédant son homicide, il avait traité de la corruption au sein des autorités locales.

En juillet 2013, Juan Carlos Argeñal a expliqué au Comité des familles de détenus et disparus du Honduras (COFADEH), groupe de défense des droits humains, qu'il avait été victime de manœuvres d'intimidation du fait de ses activités professionnelles. Il a rapporté que les autorités locales avaient exercé des pressions sur lui en le convoquant deux fois au sujet d'autorisations de diffusion. Il a aussi indiqué au COFADEH qu'il s'était présenté à chacun des rendez-vous et qu'il craignait que la démarche des autorités ne soit liée à ses activités de journaliste.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à diligenter une enquête minutieuse, impartiale et indépendante sur l'homicide de Juan Carlos Argeñal, à en rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- priez-les instamment de mettre en place, à l'issue d'une consultation avec la société civile, un mécanisme de protection des défenseurs des droits humains et des journalistes, conformément à leurs recommandations et à leurs besoins ;
- rappelez-leur que les journalistes et les défenseurs des droits humains ont le droit de mener leurs activités sans restrictions injustes ni craintes de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 JANVIER 2014 À :

Procureur général
Oscar Chinchilla Banegas
Ministerio Público, Lomas del Guijarro
Avenida República Dominicana
Edificio Lomas Plaza II
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 2221 5667
Twitter : @MP_Honduras
Formule d'appel : *Dear Attorney General,* / Monsieur le Procureur général,

Président de la République
Porfirio Lobo Sosa
Casa Presidencial, Barrio Las Lomas
Boulevard Juan Pablo II
Tegucigalpa
Honduras
Fax : +504 2290 5088
Formule d'appel : *Dear President,* / Monsieur le Président,

Copies à :
Équipe Amérique centrale
Amnesty International
Courriel : equipoca@amnesty.org

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY INTERNATIONAL

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE HONDURIEN ABATTU

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les journalistes qui militent en faveur des libertés fondamentales jouent un rôle essentiel dans la dénonciation d'atteintes aux droits humains qui seraient autrement passées sous silence. Au Honduras, Amnesty International a enregistré une hausse du nombre de menaces de mort et d'agressions visant des journalistes et des blogueurs, comme elle l'indique dans le document intitulé *Transformer la douleur en espoir*. *Les défenseur-e-s des droits humains dans les Amériques* (7 décembre 2012, http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR01/006/2012/fr).

Aníbal Barrow, journaliste sur Globo TV, a été enlevé le 24 juin dernier au Honduras. Lorsque son enlèvement a été révélé au grand jour, les autorités se sont mises à sa recherche dans les environs de San Pedro Sula. Après deux semaines de recherches, le corps du journaliste a été découvert et quatre personnes ont été arrêtées en juillet 2013. Une autre arrestation a eu lieu dans le cadre de cette affaire en novembre 2013 (voir l'AU 165/13, http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/004/2013/fr).

Selon la Commission nationale des droits humains, 30 journalistes et 70 avocats ont été tués au Honduras depuis janvier 2010, période à laquelle le gouvernement actuel a pris ses fonctions. En novembre 2013, des élections générales se sont déroulées dans le pays. Dans les mois qui ont précédé le scrutin, les médias ont signalé des dizaines d'agressions contre des candidats et des militants de partis politiques. Un grand nombre de ces agressions visaient des membres du LIBRE.

Nom : Juan Carlos Argeñal
Homme

AU 329/13, AMR 37/018/2013, 10 décembre 2013